

CHRONIQUES ALTERNATIVES INTERNATIONALES

Niger, l'idéologie de marché

Rony Brauman

2005

Alternatives Internationales, n°27, septembre 2005.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

Niger, l'idéologie de marché

Rony Brauman

La « crise alimentaire » du Niger sera restée longtemps silencieuse, avant de devenir un événement au cours de cet été. Pourtant, au moins deux enquêtes réalisées respectivement en janvier et en mai 2005¹ révélaient un état d'urgence nutritionnel dans le sud du pays. Il n'en fut pas tenu compte. Résultat : la mortalité infantile a bondi, l'aide alimentaire requise en urgence est arrivée tardivement et entre, pour partie au moins, en concurrence avec la récolte à venir. Peut-on parler de famine pour qualifier une situation dans laquelle les marchés sont garnis et fréquentés, et où les stigmates de la faim sont invisibles, à l'exception des centres de nutrition ? Oui, si l'on en juge par les effets pour les personnes atteintes et le caractère massif de cette souffrance. Quoiqu'il en soit, qu'on l'appelle famine ou crise alimentaire, cette pénurie ne ressemble pas à ce que l'on connaît. Le gouvernement nigérien n'est pas une dictature, la presse est relativement libre, l'opposition a pignon sur rue. Pour l'économiste indien Amartya Sen, ces conditions politiques empêchent la survenue des famines qui se produisent presque toujours, de fait, dans des situations de violence et de d'oppression. Ce n'est pas le cas ici, même si l'on peut considérer que la situation aurait encore empiré si le pays avait été fermé. Plusieurs facteurs expliquent cette situation et la lenteur de réactions qui auraient pu enrayer sa progression. D'une part la croissance de la production vivrière n'a pas été suffisante par rapport à celle de la population, dont les trois quarts vivent dans les régions agro-pastorales du sud du pays, provoquant une forte pression démographique sur un environnement fragile. L'émiettement des exploitations familiales a conduit à la multiplication de petites parcelles et à la paupérisation croissante des paysans alors que l'essor des cultures d'exportation et des surfaces irriguées ont été insuffisants, en dépit de certains succès, pour réduire significativement la pauvreté. La sécheresse et les crickets n'ont eu, contrairement à certaines déclarations, qu'un faible impact sur la production, mais ont accru la pression sur des familles en état de grande vulnérabilité. D'autre part, le marché des céréales est contrôlé par un petit nombre de grands commerçants ayant partie liée avec l'administration et le pouvoir nigériens. La spéculation y est la règle dans un contexte où les producteurs endettés ont perdu quasiment toute marge de manœuvre : un paysan peut ainsi être contraint d'acheter, au moment de la soudure, un sac de mil à cinq fois le prix auquel il l'a vendu au moment de la récolte. A l'époque du dirigisme étatique, dans les années 1970 et 80, il arrivait que le président de la république fasse ouvrir par la troupe les entrepôts des commerçants. Etat modeste oblige, de telles mesures ne semblent plus aujourd'hui envisageables. D'autre part encore, la rareté et le coût des services médicaux interdisent aux familles de faire soigner leurs enfants atteints de maladies infectieuses aisément curables. Bénignes, celles-ci deviennent rapidement fatales dans un contexte de dénutrition. Enfin, le dispositif dit de « sécurité alimentaire » mis en place au cours des années 1980 par les bailleurs de fonds, notamment la commission européenne et la France, proscribit les distributions gratuites de nourriture. Il prévoit la vente d'aliments à « prix modérés », de manière à éviter la désorganisation des marchés. Même à des tarifs relativement bas, ces vivres sont inaccessibles au plus grand nombre et, de toute façon, en quantité infiniment trop faibles par rapport aux besoins. Alors que la crise alimentaire gagnait, l'ambassadeur de France, soutenu par ses collègues et les Nations unies, félicitait publiquement le gouvernement nigérien pour son respect des règles du marché ! Au même moment où l'on peinait à dépenser les sommes gigantesques collectées à la suite du tsunami, on laissait mourir des gamins qu'un centième de cet argent aurait permis de sauver. Quand l'arbitraire du cœur rejoint l'idéologie du marché, le pire n'est pas loin.

¹ L'une par Helen Keller Int., une ONG américaine, l'autre par MSF.